

AGENCY FOR INTERNATIONAL DEVELOPMENT
WASHINGTON, D. C. 20523
BIBLIOGRAPHIC INPUT SHEET

FOR AID USE ONLY

Batch 70

1. SUBJECT
CLASSI-
FICATION

A. PRIMARY

Food production and nutrition

AE30-0000-6600

B. SECONDARY

Development--Africa

2. TITLE AND SUBTITLE

Developpement communautaire: cinq realisations interessantes en Afrique

3. AUTHOR(S)

Ogden, Jean

4. DOCUMENT DATE

1962

5. NUMBER OF PAGES

38p.

6. ARC NUMBER

ARC

AFR301.34.A265

7. REFERENCE ORGANIZATION NAME AND ADDRESS

AID/AFR/RTAC

8. SUPPLEMENTARY NOTES (Sponsoring Organization, Publishers, Availability)

(In Collection: techniques am.,40)

9. ABSTRACT

10. CONTROL NUMBER

PN-AAE-838

11. PRICE OF DOCUMENT

12. DESCRIPTORS

Africa
Case studies
Community developemnt

13. PROJECT NUMBER

14. CONTRACT NUMBER
AID/AFR/RTAC

15. TYPE OF DOCUMENT

**Développement
communautaire**

**Cinq réalisations
intéressantes en Afrique**

COLLECTION : TECHNIQUES AMÉRICAINES
LISTE DES OUVRAGES PUBLIÉS EN FRANÇAIS

1. **CRÉATION D'UN SERVICE DE VULGARISATION AGRICOLE**
Building A Strong Extension Service
2. **LES FIBRES VÉGÉTALES ET LEURS UTILISATIONS**
Vegetable Fibers and Their Uses
3. **COMMENT CRÉER UNE USINE**
How to Start a New Factory or Shop
4. **LES TRANSMISSIONS DE FORCE MOTRICE DANS L'ARTISANAT FAMILIAL**
Power Transmissions For Cottage Industry
5. **PETITES CONSERVERIES**
Small Canning Facilities
6. **LES PETITES SCIERIES**
A Small Saw-Mill Enterprise
7. **DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE - SÉLECTION 1**
Technical Digest Supplement Section IV : Economic Development
8. **ADMINISTRATION PUBLIQUE ET GESTION DES ENTREPRISES**
LA CRÉATION D'ÉCOLES SPÉCIALISÉES (épuisé)
Education for Social Change (out of print)
9. **UN FACTEUR DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE - LA SÉLECTION DES INDUSTRIES**
Manual of Industrial Development
10. **APPAREILS A KÉROSÈNE**
Technical Digest Supplement N° 8 : Kerosene Devices
11. **MAISONS EN TERRE**
Earth for Homes
12. **PETITE ENTREPRISE - LES MANUTENTIONS**
Improving Materials Handling in Small Plants
13. **PETITE ENTREPRISE - LES RELATIONS HUMAINES**
Human Relations in Small Industry
14. **PETITE ENTREPRISE - L'IMPLANTATION D'UNE USINE**
Profitable Small Plant Layout
15. **PETITE ENTREPRISE - 150 QUESTIONS**
150 Questions for a Prospective Manufacturer
16. **PETITE ENTREPRISE - LE LANCEMENT DES PRODUITS**
New Product Introduction for Small Business Owners
17. **PETITE ENTREPRISE - LA CONCEPTION DES PRODUITS**
Design is Your Business
18. **PETITE ENTREPRISE - LE CONTREMAITRE AU SERVICE DE LA PETITE INDUSTRIE**
The Foreman in Small Industry
19. **PETITE ENTREPRISE - LA COMPTABILITÉ INDUSTRIELLE**
Cost Accounting for Small Manufacturers
20. **PETITE ENTREPRISE - LA GESTION DU PERSONNEL**
Personnel Management Guides for Small Business
21. **PETITE ENTREPRISE - MANUEL DE GESTION FINANCIÈRE**
A Handbook of Small Business Finance
22. **COMMENT ON OBTIENT LE CRÉDIT AGRICOLE AUX ÉTATS-UNIS**
Getting and Using Farm Credit

23. **LE SYSTEME DE CRÉDIT AGRICOLE COOPÉRATIF AUX ÉTATS-UNIS**
The Cooperative Farm Credit System - Functions and Organisation
24. **ACCROISSEMENT DE LA PRODUCTIVITÉ AGRICOLE AUX ÉTATS-UNIS**
Sources and Causes of increased Farm Production in the United States
25. **ÉTUDES A L'ÉTRANGER SOUS LES AUSPICES DE L'A.I.D.**
Participants in Technical Cooperation
26. **VULGARISATION AGRICOLE - LES AUXILIAIRES VISUELS**
Using Visuals in Agricultural Extension Programs
27. **VULGARISATION AGRICOLE - L'ÉLABORATION DES RAPPORTS**
Extension Reports
28. **VULGARISATION AGRICOLE - LA PLANIFICATION**
Extension Looks at Program Planning
29. **L'AMÉNAGEMENT D'UN POULAILLER FAMILIAL**
Poultry Unit for Family and 4-S
30. **UNE MÉTHODE LOGIQUE D'ÉLEVAGE AVICOLE**
The Poultry Result Demonstration
31. **VULGARISATION AGRICOLE - VOIR POUR CROIRE**
Seeing is Believing - How to Conduct Convincing Result Demonstration
32. **COMMENT ÉVALUER LES RÉSULTATS DE LA VULGARISATION AGRICOLE**
Six Keys to Evaluating Extension Work
33. **MANUEL DE CRÉDIT AGRICOLE**
Farm Credit Manual
34. **LE CRÉDIT AGRICOLE - SOURCE DE PROSPÉRITÉ**
Lending to Increase Farmers' Income
35. **IRRIGATION PAR APERSION**
Sprinkler Irrigation
36. **LA PRÉVISION DES BESOINS EN MAIN-D'ŒUVRE**
The Forecasting of Manpower Requirements

Traduit d'un ouvrage en langue anglaise intitulé

*Community Development
Five Community Development Stories
Out of West Africa*

Case Studies - Series B, Volume 1 November 1962

Elaboré pour l'AID
par Mrs. Jean OGDEN

La présente édition en langue française est publiée par le
REGIONAL TECHNICAL AIDS CENTER (RTAC)

dénommé

*Centre Régional d'Édition Technique (CRET)
PARIS-FRANCE*

qui relève du

*Department of State
Agency for International Development
Washington D. C.*

Pour tous renseignements au sujet des publications CRET
s'adresser à la

*Mission Américaine de l'A. I. D.
Ambassade des États-Unis d'Amérique
(Capitale du pays d'où émane la demande)*

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION : A TITRE D'EXPLICATION	1
UN JOUR DE L'AN : L'INSTITUT FÉMININ DE PATUDUASE	6
PLANIFICATION A APAM : UN CONSEIL D'AMÉLIORATION COMMUNAUTAIRE	10
UN ESSAI DE CULTURE : DU RIZ POUR LES TERRITOIRES DU NORD.	14
UN VOYAGE A IGAN ALADE : COMMENT UNE VILLE DE LA NIGERIA DEVIENT UNE COMMUNAUTÉ	19
PROTECTION DE LA JEUNESSE A LAGOS : « LES ENFANTS PERDUS » DEVIENNENT DE BONS CITOYENS	23
CONCLUSION : RÉSULTATS ACCESSOIRES ET PRINCIPES INÉLUCTABLES	31

PREFACE

La Division du Développement Communautaire de l'Agency for International Development a le plaisir de présenter cette brochure, préparée par Mrs J. Ogden, qui relate « Cinq histoires de Développement communautaire en Afrique Occidentale ».

La présente publication inaugure la Série B consacrée aux études de cas. Nous pensons que ces études peuvent faciliter et aider à comprendre l'introduction du développement communautaire dans les pays nouveaux et en voie de développement.

La Série A traite des moyens de formation.

Nous espérons que ces deux séries de publications seront utiles pour la formation et l'orientation des fonctionnaires du pays hôte et de ses travailleurs locaux.

AVANT-PROPOS

Les récits de la présente brochure ont originellement été publiés par la Division de vulgarisation de l'Université de Virginie dans le cadre des « **New Dominion Series** ». Cette série comporte 148 récits publiés entre 1941 et 1954. Chacun relate l'histoire d'un programme de développement communautaire, en insistant toujours sur le pourquoi et le comment des programmes, c'est-à-dire sur la philosophie et le processus plutôt que sur les réalisations pratiques. Les enquêtes ont été faites et les récits écrits par Jess et Jean Ogden, Co-directeurs des « Services de communauté » de l'Université, sous la direction de George B. Zehmer, alors Doyen de la Division de vulgarisation.

Les cinq histoires africaines qui suivent sont données ici comme elles ont été écrites et publiées à l'origine. Aucune tentative de mise à jour n'a été faite pour les raisons indiquées dans l'Introduction. L'introduction et la Conclusion ont été ajoutées par Jean Ogden (août 1962) qui s'est efforcé de placer ces histoires dans le cadre plus général du développement communautaire dans le monde d'aujourd'hui.

Jean OGDEN.

Introduction

A TITRE D'EXPLICATION

On a beaucoup parlé de l'Afrique depuis quelques années et beaucoup écrit à son sujet. Le volume de documentation dont on dispose à cet égard augmente sans cesse. Il semble qu'il n'y ait guère de numéros de périodiques en vogue ou de publications de critique littéraire dans lequel il ne soit question de l'Afrique. Et pourtant, ce n'est que par fragments que son histoire a été contée.

L'Afrique n'est pas une. C'est même un Africain qui a donné de sa diversité cette description succincte : « L'Afrique parle avec de nombreuses voix. Elle parle en effet avec autant de voix qu'il y a de différences entre régions et entre tribus — et celles-ci comme les étoiles dans le ciel, sont innombrables. »

Voici dix ans, dans l'un des plus petits pays d'Afrique occidentale, nous assistions à la première réunion de la première assemblée territoriale élue. C'était dans les territoires du nord de ce que l'on appelait alors Côte-de-l'Or et qui est maintenant le Ghana. Un important travail préliminaire avait été fait par les équipes d'alphabétisation et de développement communautaire appliquant un programme éducatif avec écoles mobiles, voitures de cinéma, démonstrations, dramatisations et tous les moyens modernes pour l'éducation en masse des adultes. Les nombreux villages avaient mené leurs élections dans des conditions satisfaisantes pour tous. Il semblait qu'ils soient bien préparés pour la réunion de leur Assemblée générale.

Or, à cette réunion de Tamale, tout ce qui était dit devait être traduit en treize dialectes. Et nous découvrions que les différences de langue étaient de peu d'importance dans l'ensemble des différences que connaît cette petite région — l'une des quatre divisions principales d'un pays dont la superficie est à peu près la même que celle de l'Etat de Virginie. Dans ces conditions, il devient difficile, voire impossible, de faire des généralisations précieuses au sujet de l'Afrique. Il est bien vrai que celle-ci a beaucoup de voix au sens propre comme au figuré. Nous avons pourtant trouvé une chose qui s'exprime d'une seule voix dans tous les pays (ou colonies) de l'Afrique Occidentale Anglaise : C'est le Développement communautaire. Sa voix était toujours la même où que nous ayons pu l'écouter et l'observer. C'était une sorte de

« de pluribus unum » — un terrain d'entente pour les diverses populations touchées par le programme dans ces régions.

Le terme « Développement communautaire » n'est devenu d'usage courant dans le programme qu'après la deuxième guerre mondiale. Cependant il se rattache à une philosophie qui, dit-on, était déjà celle de l'Angleterre il y a un demi siècle : « La meilleure façon de gouverner un empire, c'est de se préparer à s'en défaire ».

Le premier Gouverneur général de la Nigéria, Lord Frederick Lugard a énoncé cette politique dans les premières années de l'existence de la colonie. La Grande-Bretagne, a-t-il dit, « a pris l'engagement de donner aux races des tropiques la meilleure éducation que nous puissions offrir pour les rendre aptes à assumer une part croissante des fonctions gouvernementales et municipales ». Pendant les dix-huit ans qu'il passa au Nigéria, toute son action tendit à la mise en œuvre de cette politique. Ceci nous fut dit en 1952 par quelques personnes que nous eûmes l'occasion de rencontrer et qui l'avaient connu — et par d'autres qui l'avaient suivi. Il essayait de donner aux chefs de tribus et aux dirigeants une certaine intelligence des affaires politiques. Il exigeait qu'ils assument, sous direction britannique, la responsabilité des affaires de l'administration locale, dans la mesure de leur capacité. Il plaçait des fonctionnaires britanniques (Résidents) dans les diverses régions pour travailler avec les Conseils nigériens locaux et les dirigeants des tribus, et leur donnait des conseils. Il se préoccupait d'élargir la part des Nigériens dans la conduite des affaires locales.

Toutefois, ce n'est que beaucoup plus tard que l'on prit conscience de la part que l'éducation systématique à tous les niveaux pouvait jouer dans un tel programme. De longue date, de jeunes Nigériens avaient été envoyés dans les Universités anglaises, par milliers peut-on dire. Ils revenaient dans leur pays connaissant à fond leurs humanités. Mais aucun d'entre eux pratiquement n'avait fait d'études en sciences économiques et politiques, sciences appliquées, médecine ou matières de ce genre pourtant indispensables si l'on voulait susciter la naissance d'une élite Nigérienne. Il fallut attendre 1947 pour qu'un centre de formation pour ce genre d'études soit créé au Collège universitaire de la Nigeria, en grande partie avec des fonds britanniques affectés à cet usage. Cette Université avait offert un « honours course » en études classiques, six ans au moins avant d'offrir même un programme d'économie politique. La même chose s'est du reste produite dans d'autres pays de l'Afrique sous administration britannique.

Dans les dernières années 40, un sentiment d'urgence commença à se faire jour. Jusqu'alors, il semblait que le Colonial Office ait le sentiment de disposer d'un temps illimité pour préparer les colonies à l'indépendance. On s'y rendit compte brusquement qu'il était plus tard qu'on ne le croyait. Le programme fut considérablement accéléré par des campagnes d'alphabétisation massive et de développement communautaire. On forma des équipes pour ce programme intensif qui visait l'éducation des adultes aussi bien que des jeunes. Y furent

inclus des cours pour les femmes, tant de lecture et écriture que de santé, hygiène et puériculture. Les méthodes d'éducation des adultes et de développement communautaire qui s'étaient révélées efficaces ailleurs furent étudiées et appliquées. De nouveaux systèmes furent découverts et mis à l'essai par des jeunes gens dynamiques des deux sexes choisis comme responsables de l'application des programmes d'instruction des masses et de développement communautaire. Les Agents du Développement Communautaire et autres spécialistes de ce genre de travail formèrent de jeunes assistants africains. Ceux-ci possédaient déjà quelques bases du fait de leur éducation antérieure et avaient en outre l'avantage de connaître la vie et les coutumes du village. Ils purent à leur tour aider à former des dirigeants dans les villages dans lesquels ils travaillèrent. C'est ainsi que le programme s'étendit.

C'est à la fin des cinq premières années d'application intensive de ce programme de développement communautaire que nous pûmes visiter des villages en Nigeria et en Côte-de-l'Or. Là nous étudiâmes des programmes particuliers, nous eûmes des conversations avec les agents du développement communautaire, nous rendîmes visite aux conseils de planning et de développement communautaire dans leurs villages, nous rencontrâmes des chefs et leurs anciens dans de nombreux villages où les programmes étaient en application, nous discutâmes avec des villageois qui avaient accepté de contribuer au programme en donnant du travail ou en fournissant du matériel. De chacun, nous cherchions à connaître son interprétation de ce qui se passait. Tous voulaient nous montrer ce qui avait été fait. Nous étions heureux de voir la preuve tangible d'une amélioration — une route, des égoûts, un bâtiment communautaire, une meilleure technique de culture du riz, etc. Mais nous cherchions surtout à découvrir s'ils étaient capables d'expliquer la façon dont les choses s'étaient produites et si la question du planning et de la mise en œuvre des programmes d'auto-assistance leur était devenue assez familière pour qu'ils soient capables de poursuivre l'amélioration de leurs villages en déterminant l'ordre des urgences. C'est dans cette assimilation du processus que nous voyons l'intérêt essentiel de la chose, si valables que soient les réalisations obtenues. Si une chose étant faite, ceux qui y ont participé ne sont pas prêts à passer à la suivante et impatients de le faire, c'est que leur capacité à diriger leur propre vie n'a guère augmenté.

Ce que nous avons vu et entendu nous a donné la conviction que, dans les similitudes que nous avons trouvées entre les diverses tribus, le dénominateur commun n'est pas l'Afrique — C'est le développement communautaire et l'intérêt que chacun y porte qui avait permis à ces gens de se comprendre entre eux et qui ménageait un terrain de rencontre pour eux et pour nous-mêmes. Les villages que nous avons visités étaient impatients de savoir ce que faisaient d'autres villages et, à notre surprise, se montraient fort intéressés d'apprendre que dans notre pays également, des gens travaillaient comme eux-mêmes pour améliorer les conditions de vie de leur communauté. Cet intérêt qu'ils

montraient pour ce qui se passe hors de chez eux nous a surpris. Nous ne nous y attendions pas.

Il se trouve que les communautés que nous allions voir étaient africaines. Mais on peut trouver la même philosophie de l'auto-assistance et la même façon d'aborder les problèmes — voire le même genre de problèmes — aux Philippines, à Porto Rico, en Inde, au Mexique, au Brésil, dans les Appalaches, aux Etats-Unis d'Amérique, ou dans toute partie du monde où les gens apprennent à s'aider, à travailler à améliorer leurs conditions de vie par leurs plans et leurs efforts propres.

Le développement communautaire n'a qu'une voix. Celle-ci prêche la préparation et la réalisation du programme des travaux à l'échelon local, par ceux-mêmes dont les vies s'en trouveront changées. C'est la voix d'un peuple dirigeant ses propres affaires dans tous les secteurs de l'existence, à l'endroit même où il vit, et s'initiant ainsi progressivement aux méthodes de la démocratie.

Mais pourquoi, peut-on demander, faire état de programmes vieux de dix ans quand il y en a tant de nouveaux en cours de réalisation ? C'est peut-être justement parce qu'ils ont dix ans. Ce qui se passait à l'époque dans les deux pays qui font l'objet de notre étude a, croyons-nous, une incidence directe sur ce qui s'est produit depuis, sur ce qui se passe actuellement et sur ce que nous espérons voir dans l'avenir.

Le Ghana et le Nigeria sont depuis lors devenus des pays indépendants. Le Ghana a eu cinq ans pour découvrir s'il était prêt à assumer l'immense tâche de mener à bien ses propres destinées. Le Nigeria a eu deux ans. Et voilà qu'ils se trouvent dans un monde instable — presque chaotique : et à une époque où les yeux, les oreilles et les voix de ce monde les harcèlent, où le temps et l'espace sont réduits à presque rien, voilà qu'ils se trouvent dépourvus du secret relatif dont a joui notre pays après la Révolution américaine, à une époque où le reste du monde était trop loin de nous pour pouvoir critiquer nos erreurs, pour ainsi dire avant qu'elles ne soient commises.

Ces deux jeunes nations africaines se trouvent en butte à des problèmes. Elles commettent des erreurs. (Mais lequel de nos pays serait en droit de leur jeter la première pierre ?) Il n'est encore aucun pays qui, même à l'intérieur de ses propres frontières, s'exprime d'une seule voix. Cependant, comparé à ce qui s'est passé au Congo par exemple, le passage à l'état de nation s'est effectué avec une douceur remarquable. Parmi les nombreuses raisons que l'on peut y trouver, deux semblent se détacher nettement : ce sont la politique britannique du gouvernement indirect et le programme de développement communautaire qui ont permis d'obtenir tellement plus rapidement une participation et une compréhension largement répandues sur le plan local. La première a édifié une base sur laquelle le deuxième a pu construire. Les esprits étaient déjà acquis à l'idée de prendre la responsabilité de l'Administration locale et le fait d'apprendre les techniques du développement communautaire dans les régions qui appliquaient des programmes a accentué cet état d'esprit.

Peut-être la préparation à l'indépendance a-t-elle commencé trop

tard. Cependant, elle a commencé — et continué à un rythme accéléré — en temps utile pour assurer la constitution d'une élite adulte plus nombreuse au bas comme en haut de l'échelle que ce n'eut été le cas autrement. Et cette élite locale était constituée dès la génération actuelle, au lieu d'attendre que la génération suivante s'y soit préparée en grandissant.

C'est grâce à la politique britannique et grâce au vaste programme d'action démocratique pour résoudre les problèmes à l'échelon local, que ces deux jeunes pays africains s'orientent vers une forme modelée par les manières de penser des autochtones plutôt que d'accepter un modèle de l'extérieur, si valable que soit ce modèle pour la nation qui le préconise.

Nous devons à Woodrow Wilson un argument de poids en faveur de la philosophie et de la méthode du Développement communautaire encore que cette formule, en lettres majuscules, n'ait pas été utilisée avant de longues années :

« Lorsque je me penche sur l'histoire... je vois écrit à chaque page : que les nations se renouvellent par le fond et non par le dessus ; que le génie qui jaillit des rangs d'hommes inconnus est le génie même qui renouvelle la croissance et l'énergie d'un peuple. Tout ce que je sais de l'histoire, chaque bribe d'expérience et d'observation qui a contribué à modeler ma pensée, m'a confirmé dans la conviction que la sagesse vraie de la vie humaine est composée de l'expérience d'hommes ordinaires. L'utilité, la vitalité, la richesse de la vie, ne descendent pas de haut en bas ; tout cela, comme la croissance naturelle d'un grand arbre, vient du sol, en montant par le tronc dans les branches jusqu'au feuillage et aux fruits. Les grandes masses inconnues des hommes luttant qui sont à la base de tout, constituent la force dynamique qui relève les niveaux de la société. La grandeur d'une nation se mesure à celle de sa population laborieuse et à elle seule. »

UN JOUR DE L'AN

L'INSTITUT FÉMININ DE PATUDUASE

Une année qui commence : c'est toujours un événement, mais une année qui commence dans un pays neuf et inconnu, c'est vraiment passionnant. Nous primes l'avion de Londres à Kano (Nigeria) le 31 décembre 1951. Bientôt on nous servait le dîner au-dessus de Paris. Puis, nous nous installions pour dormir et songer à ce qui nous attendait. Le lendemain, une année nouvelle commencerait en Afrique Occidentale.

SIMILITUDES CACHÉES

Vint le matin. Lever de soleil sur le désert. Bientôt apparut quelque végétation. Puis nous vîmes des petites meules constituées autour de poteaux.

« Regardez, dit Jesse. Que pensez-vous que ce soit ? »

« Si j'étais en Virginie, dit Jean, je dirais que ce sont des cacahuètes. Mais en Afrique, je ne sais vraiment pas. »

Elle ne fut pas longtemps sans le savoir L'avion se posa à Kano — une très ancienne cité où les caravanes de chameaux ont campé pendant de longues années. Elles ont apporté, à travers le Sahara, des marchandises précieuses que les Haoussas ont échangées avec les indigènes. A l'aérodrome, un Africain grand et mince, vêtu d'un burnous et monté sur un chameau, accueillit l'avion avec une sonnerie de trompette. Plus de doute, nous étions bien en Afrique.

La vieille cité entourée de murs (fondée vers 900 av. J.-C.) nous fascina. Ses maisons de pisé étaient pittoresques. Les rues étroites, bordées de fossés profonds de chaque côté, fourmillaient de bicyclettes. Au milieu d'elles, notre chauffeur de taxi était réduit à l'impuissance. Les cyclistes tenaient l'auto pour une intruse et ne faisaient pas de quartier. C'est juste à la sortie de la vieille ville que fut résolu le mystère des petites meules que nous avions vues le matin. Là, le long de la route s'alignaient d'énormes pyramides merveilleusement symétriques faites de sacs de jute remplis d'arachides attendant les trains qui les emporteraient vers la côte d'où elles partiraient vers l'Angleterre. Or, arachide n'est qu'un autre nom pour les cacahuètes. Ainsi, avions-nous

vu de l'avion exactement ce que nous nous serions attendus à voir en Virginie du Sud. Après tout peut-être l'Afrique ne serait-elle pas si différente de ce que nous connaissions.

EN ROUTE POUR ACCRA

Kano n'était qu'une étape. Notre objectif était la Côte-de-l'Or (qui devait devenir plus tard le Ghana). Nous nous proposons d'essayer d'évaluer leur premier programme quinquennal d'alphabétisation et de développement communautaire. Le lendemain matin, nous primes l'avion pour Accra, capitale de la Côte-de-l'Or. Là, nous fûmes accueillis par le Directeur du développement communautaire. Il nous emmena dans le bureau du Directeur des Affaires sociales qui nous fit un exposé sur le programmes de développement communautaire de la Côte-de-l'Or. Le programme qu'il nous indiqua nous rappelait singulièrement les Services communautaires de Virginie.

Le programme d'éducation des masses pour la Côte-de-l'Or commença en octobre 1948. L'alphabétisation était l'instrument de pénétration. Mais chaque équipe d'instructeurs avait en esprit l'idée du développement communautaire. Egoûts, salubrité, santé, amélioration des méthodes agricoles, amélioration du logement, alimentation meilleure, routes meilleures, toutes ces idées émanèrent des discussions de la campagne d'alphabétisation. Les objectifs étaient la préparation de plans pour l'amélioration des conditions de vie et l'assimilation des méthodes de la démocratie. Il s'agissait de mettre en œuvre l'idée d'autonomie et de préparer la voie à la constitution nouvelle.

La plus grande importance était donnée aux groupes de discussions qui devaient permettre de faire comprendre l'idée de la responsabilité qui s'attache à la citoyenneté. Ils devaient servir à former les représentants de l'administration locale, les membres des commissions et les membres du gouvernement central. L'action prévue, si importante fut-elle pour l'amélioration du niveau de vie, était subordonnée à cette méthode de pensée qui est essentielle à une organisation et à un mode de vie démocratiques.

« Il s'agit, nous dit-on, d'un vaste plan bien agencé qui a pour objet d'aider toutes les provinces de notre pays à acquérir de l'instruction, mais aussi à aller beaucoup plus loin de façon à en transformer la vie entière. Le Gouvernement fera tout en son pouvoir pour en assurer la réussite. Mais la réussite de tout plan pour l'amélioration de la vie d'un peuple... dépend d'une volonté d'auto-assistance que doivent avoir les membres de chaque communauté et d'un désir de coopération avec ceux qui cherchent à les aider. »

Nous citons ici Kojo Botsio, Ministre de l'Education et des Affaires sociales. Par ces mots, il exprimait une idée à laquelle nous étions entièrement acquis. Si l'instruction des masses en Côte-de-l'Or prenait un caractère d'urgence, c'est en raison d'initiatives récentes et de grande portée en matière d'autonomie locale. En effet, comme l'ont dit le Ministre de l'Education et le Directeur des Affaires sociales : « il faut

une population adulte suffisamment instruite pour que puissent fonctionner efficacement les conseils locaux et un système moderne de gouvernement local... Mais il y a plus : l'esprit de développement communautaire au sein du village est l'esprit qui donnera vie et force aux formes nouvelles du gouvernement local. »

L'INSTITUT FÉMININ

Puis nous partîmes immédiatement visiter les villages et parler avec ces gens qui apprenaient à diriger leurs propres destinées. A notre surprise, la différence de langue ne constituait pas une barrière insurmontable. La similitude des idées et des intentions aplanit les difficultés de langue.

Seize femmes de divers villages avaient été réunies pour une session de cinq jours de formation de dirigeantes. Elles devaient apprendre à s'occuper mieux de leurs familles pour l'enseigner ensuite aux autres femmes. Le petit village musulman de Patuduase dans lequel elles se réunissaient avait été choisi en raison de l'esprit d'initiative dont sa population avait fait preuve en s'assurant un excellent approvisionnement en eau. Leur chef ayant fait un pèlerinage à La Mecque avait pu y voir des puits profonds construits de façon à garder l'eau pure. Sous sa direction, les villageois de Patuduase avaient creusé un puits. Bien entendu, tout le travail doit s'effectuer sans l'aide de machines ; la main-d'œuvre masculine n'est aidée que par la main-d'œuvre féminine. Creuser à une profondeur de 18 mètres n'est pas un petit travail même lorsqu'il s'agit d'un objectif aussi important et d'un produit aussi rare que l'eau dans cette partie de l'Afrique. Une fois terminé le travail d'excavation, le chef fit faire une couverture efficace pour protéger le puits et exigea que des précautions soient prises pour garder l'eau pure. Le puits fut fermé à clef. On l'ouvrait deux fois par jour et on tirait l'eau dans des seaux spéciaux conservés pour cet usage. L'eau était versée de ces seaux dans lesalebasses ou autres récipients que les gens apportaient au puits. Ainsi l'eau ne pouvait être polluée par les impuretés de récipients dont la propreté n'était pas garantie.

En faisant à ce village l'honneur d'y tenir la réunion de l'Institut féminin, l'agent du Développement communautaire avait voulu marquer son estime de cette importante réalisation. C'était un point important du programme de l'Institut féminin que d'aller voir le puits et d'apprendre pourquoi et comment on gardait l'eau pure. La procession colorée mais solennelle était conduite par le chef du village orné de sa coiffure de hadji. Le groupe était accompagné du grand chef du district dont venaient les femmes. Son interprète marchait d'un côté et, de l'autre, le porteur de son énorme parapluie rouge et vert. Sa femme favorite marchait juste derrière lui. Elle faisait partie de l'Institut et comptait parmi les dirigeantes de son village. Nous ne saurions dire de combien de puits de villages, cette démonstration est à l'origine, mais nous pouvons affirmer que l'intérêt était grand et nombreuses les bonnes résolutions

DIRECTION ET MÉTHODES

Les dirigeantes de l'Institut étaient de jeunes femmes qui avaient été elles-mêmes élevées dans des villages analogues à celui dans lequel elles se réunissaient maintenant. Elles étaient employées comme assistantes d'alphabétisation et de développement communautaire dans le Fantiland. Leur formation était diverse. L'une d'elles avait été à « l'Institute for Colonial Education » de l'Université de Londres. Une autre avait fait toutes ses classes dans les écoles de la Côte-de-l'Or ; c'était une infirmière, sage-femme expérimentée. Elles connaissaient fort bien la vie des villageois mais possédaient par ailleurs une éducation et une expérience suffisantes pour élargir leur horizon et les aider à trouver une mode de vie meilleure. Une fois la session terminée, les dirigeantes iraient visiter les femmes de leurs propres villages pour les aider à appliquer ce qu'elles auront appris.

Quatorze femmes sur les seize avaient amené de jeunes enfants. Elles offraient ainsi des occasions toutes trouvées pour les démonstrations de soins à donner aux enfants : bains, alimentation et jeux dirigés. Les enfants du village participèrent aux chants et aux jeux. Les plus âgés d'entre eux prenaient soin des bébés des visiteurs tandis que les mères écoutaient ou discutaient. Le dernier jour, quatre équipes de quatre membres chacune donnèrent de ce qu'elles avaient retenu, une démonstration pratique ou théâtrale. L'une des piécettes montrait combien il est important qu'une femme, autant que son mari, sache lire et écrire. L'histoire, tirée de leur propre expérience, était celle de la femme d'un petit fonctionnaire. Cette femme avait pris des papiers importants de son mari pour envelopper du poisson qu'elle avait vendu à un voisin. Lorsqu'il découvrit la perte des documents, il voulut demander le divorce. Le magistrat auquel il se plaignait lui demanda : « As-tu jamais pensé à lui apprendre à lire de façon qu'elle puisse savoir quels papiers il convient de garder et lesquels peuvent être jetés ? »

C'était là une idée nouvelle, mais le mari acceptait d'essayer. La pièce se terminait bien : il n'y avait pas de divorce et l'on voyait la femme aider son mari à écrire ses rapports et envoyer une carte de Jour de l'An au magistrat secourable. L'enseignement de la lecture à cette femme offre bien entendu une occasion de faire dans la pièce une démonstration de la technique Laubach par l'une des femmes récemment instruites, qui servait de monitrice bénévole pour apprendre à lire à ses voisines (l'emploi de cette technique a joué un rôle important dans la campagne d'alphabétisation de l'année précédente au cours de laquelle 18 000 personnes ont appris à lire).

PLANIFICATION A APAM

UN CONSEIL D'AMÉLIORATION COMMUNAUTAIRE

Des conseils locaux de planification ont été constitués dans tous les villages que l'on estimait préparés à cela. Nous nous rendîmes à Apam pour y rencontrer les membres de l'un de ces conseils après avoir obtenu quelques indications du Community Development officier (délégué au Développement communautaire).

LA VILLE D'APAM

Apam est une ville côtière de la partie sud de la Côte-de-l'Or. Sa population est d'environ 500 familles. Sa vue sur l'Atlantique est superbe et son hôtel gouvernemental l'un des meilleurs que nous ayons trouvés dans toute la Côte-de-l'Or.

Pourtant, Apam n'était pas une bonne ville. Ses fonctionnaires étaient corrompus. Ses citoyens n'étaient pas respectueux des lois. Elle ne possédait ni tribunal ni magistrat. Apam avait besoin de justice et d'ordre public.

Un fonctionnaire d'Apam avait entendu dire que le délégué au Développement communautaire avait de l'argent à dépenser. Il en voulait sa part. Creuser des puits à grande profondeur lui parut un projet digne d'intérêt, mais quand il demanda de l'argent, il s'aperçut que les fonds se faisaient attendre. Rien à récolter de ce côté! On pourrait l'aider à réaliser une amélioration communautaire mais il n'y aurait pas d'argent liquide.

Le délégué du Développement communautaire déclara qu'il n'y aurait pas d'argent pour Apam tant que ses citoyens n'auraient pas montré un désir d'ordre et de justice. Il suggérait que ceux-ci construisent un tribunal pour que le magistrat puisse y juger les causes locales. Son équipe d'éducation de masse leur montrerait à construire un bâtiment en utilisant le sable et le gravier du pays avec un minimum de ciment qu'il pourrait leur fournir. Il donnerait également un toit métallique lorsque le bâtiment serait prêt à le recevoir. Tout le travail serait fourni bénévolement par les citoyens. Ce qu'ils allaient faire serait pour eux. S'ils souhaitaient améliorer leur communauté, il leur fallait y travailler.

Dans l'espoir de recevoir de l'argent plus tard, les citoyens d'Apam

se mirent au travail. L'emplacement choisi pour le tribunal était une colline dominant la ville. On faisait les blocs au pied de la colline puis on les monta. Le bâtiment était presque entièrement ouvert comme souvent les constructions tropicales. Il avait belle allure. Il eut sur la ville une influence imprévue et devint bientôt symbole de justice et d'ordre. Si les audiences tenues par le magistrat britannique y contribuèrent sans doute, c'est le Palais de Justice, bâti par la population locale qui parut jouer le plus grand rôle dans la réforme d'Apam.

Ayant découvert qu'ils pouvaient faire quelque chose pour eux-mêmes, les citoyens d'Apam décidèrent de reprendre leur idée de puits profond pour améliorer leur approvisionnement en eau. Etant donné leur situation près de l'Océan, avec des bas fonds salés tout autour d'eux, il leur fallait aller à quelque distance de la côte pour trouver de l'eau douce. Il fallait bien compter trois kilomètres. C'était un long trajet pour les femmes portant leurs Calebasses, mais une adduction d'eau par canalisations serait trop coûteuse. Une fois les puits creusés, la Division de l'alimentation en eau des campagnes vint contrôler la pureté de l'eau. L'ayant trouvée bonne, elle fournit des couvertures convenables pour éviter la contamination des puits et elle contribuera à l'installation des canalisations lorsqu'il y aura des fonds disponibles.

A cette époque, les citoyens d'Apam avaient pris pleine conscience de leur capacité à réaliser quelque chose pour eux-mêmes. Mais ils commençaient également à sentir le besoin d'une planification sérieuse car ils avaient pratiquement tous une opinion différente des priorités. Le délégué au Développement communautaire suggéra de créer un conseil de planification, ou comme on l'appela par la suite, un Conseil d'amélioration communautaire. La ville fut divisée en huit districts qui élirent chacun deux représentants. C'est ce conseil de planification que nous eûmes l'avantage d'y rencontrer.

Après le succès que constituaient le Palais de Justice et les puits, ils avaient entrepris d'élargir la rue principale et de creuser des fossés profonds de chaque côté. Ces derniers étaient destinés à empêcher l'érosion pendant la saison des pluies et à conserver la route pour l'année suivante. C'est vers cette époque qu'ils apprirent la venue de visiteurs américains dans leur région et qu'ils nous demandèrent de rencontrer leur conseil.

« Vous pouvez nous poser toutes les questions que vous voulez, nous dit leur porte-parole. Puis nous vous poserons des questions sur l'Amérique. » Cela nous parut équitable.

Nous fîmes connaissance de seize hommes. L'un d'eux parlait anglais et servait d'interprète. Il avait fait ses études en Côte-de-l'Or sans pratiquement séjourner en Angleterre, mais son anglais était parfait et sa compréhension profonde. En ville, il assurait la direction d'une école de mission. Par le truchement de leur interprète, ils nous parlèrent de leur programme de développement communautaire. Ils nous dirent comment leur Palais de Justice était devenu symbole d'ordre et de justice. Ils nous dirent la popularité de leur hôtel depuis

que les voyageurs n'avaient plus lieu de craindre l'anarchie de leur communauté.

Nous leur demandâmes alors pourquoi il n'y avait pas de femmes dans le Conseil d'amélioration communautaire.

« Il y en avait au début, nous expliquèrent-ils. Mais elles parlaient tout le temps et jamais à propos. » Ils ajoutèrent que si d'autres femmes étaient élues, elles seraient à nouveau admises après avoir appris à participer aux débats. En réponse à une autre question, ils nous dirent que certains hommes n'avaient pas été réélus au Conseil pour la même raison que les femmes, mais que, tout comme les femmes, ils apprenaient.

On nous avait dit que dans la plupart des communautés, c'est le programme d'alphabétisation qui avait permis de s'introduire. Puis l'équipe d'alphabétisation avait progressivement amené l'idée de développement communautaire. Il en avait été tout autrement à Apam. Là tout avait commencé par l'action. Quand, plus tard, commença la campagne d'alphabétisation, elle eut peu de succès. Le Délégué du Développement communautaire voulait que nous en demandions l'explication.

L'explication ne venait pas: « Demandez-leur, nous souffla-t-il, combien d'entre eux savent lire et écrire ? »

Cette question nous paraissait bien personnelle. Finalement, nous la tournâmes ainsi : « Vous ne voudrez peut-être pas répondre à notre question : si tel est le cas, dites-le simplement. Mais à notre retour en Amérique, lorsque nous parlerons du bon travail du Conseil d'Amélioration communautaire d'Apam, et du fait que, dans la même ville, les gens n'ont pas profité de la campagne d'alphabétisation, ils ne comprendront pas. Ils demanderont si les membres du Conseil savent lire et s'ils ont encouragé d'autres citoyens à apprendre. »

Lorsque cette phrase leur fut traduite par leur interprète, il y eut une certaine confusion pour la première fois depuis le début de la discussion. La réponse qu'ils nous donnèrent nous parut un chef-d'œuvre de diplomatie prouvant qu'il est au moins un principe démocratique qu'ils comprennent : « Notre ville n'est pas instruite. Nous avons pensé qu'il ne serait pas démocratique d'avoir au Conseil une plus grande proportion de gens instruits que dans l'ensemble de la population. »

Pourtant les membres du Conseil étaient d'avis que ce serait encore une amélioration pour Apam que d'avoir des citoyens instruits. Le Délégué au Développement communautaire suggéra que l'on pourrait peut-être faire une classe spéciale pour le Conseil. Ainsi ses membres ne perdraient pas la face en fréquentant les classes ouvertes à tout le monde. Cette suggestion adroite rallia les suffrages. Ils étaient persuadés que leur exemple inciterait certains de leurs concitoyens à suivre les cours.

Pour nous l'échec de la campagne d'alphabétisation s'expliquait car elle correspondait à ce que nous avons trouvé dans bien des communautés américaines. Si vous entreprenez un programme d'action, il est très difficile de revenir à l'étude. Lorsqu'une communauté a connu le goût de la bataille, elle préfère souvent continuer à agir plutôt qu'à étudier.

UN ESSAI DE CULTURE

DU RIZ POUR LES TERRITOIRES DU NORD

En Côte-de-l'Or, devenue le Ghana, le riz est un article de consommation important. Cependant on l'y cultive très peu, notamment dans les territoires moins développés du Nord. Les Ghanéens le font venir de l'étranger, mais l'argent est rare pour de telles importations.

Voici deux ans, le Délégué régional du Développement communautaire eut une idée : Serait-il possible de défricher une partie des marécages du nord et de les préparer pour la culture du riz ? La même question se posait pour la main-d'œuvre agricole. Il se heurta à un certain scepticisme : ce fut pourtant le début d'une expérience dans les Territoires du Nord (que dans le pays on appelle par leurs initiales TN).

APERÇU DE LA SITUATION EN 1952

La Côte-de-l'Or est l'une des quatre colonies britanniques de l'Afrique Occidentale situées juste au-dessous de la bosse. Le pays a une superficie à peu près égale à celle de l'Etat de Virginie et sa population, avec 4 333 000 habitants, est supérieure de 20 % à celle de la Virginie. Sur ces 4 000.000, environ, 4 000 seulement sont britanniques, fonctionnaires pour la plupart.

Il y a eu très peu de concessions agricoles statutaires comme celles qui sont à l'origine de difficultés dans d'autres pays d'Afrique.

Du point de vue politique, le pays est divisé en quatre subdivisions principales — la colonie - Ashanti - le Togo (territoire sous tutelle) et les territoires du Nord. Avec sa zone côtière et son port de mer, la colonie est depuis longtemps en rapports avec les Européens. C'est un pays progressif qui tire un bon revenu de la pêche et de la culture du cacao. Ashanti, juste au nord de la colonie, est une région fort riche grâce au cacao et aux bois. Son « Asantahene » (empereur) a de l'avenir de la Côte-de-l'Or, une vision qui ne le cède peut-être qu'à celle de Nkrumah, le premier ministre. Le Togo, au sud et à l'est, est très avancé : deux enfants sur trois y vont à l'école, proportion extraordinairement élevée pour cette partie du monde — ou même pour certaines parties des États-Unis.

A TERRE PAUVRE POPULATION PAUVRE

Les territoires du Nord qui s'étendent directement au nord d'Ashanti offrent un tableau bien différent. C'est la région la plus vaste et la moins développée de toute la Côte-de-l'Or. Sa civilisation est tout à fait féodale. Sa population qui dépasse un million d'habitants vit entièrement de l'agriculture. Certes, la région est vaste, mais sa partie la plus fertile était inhabitable car infestée de mouches tsé-tsé qui apportent la maladie du sommeil aux hommes et la mort aux animaux. Une autre région productive a été abandonnée dès l'époque de la traite des noirs, car les marchands d'esclaves en avaient fait un de leurs terrains de chasse favori. Le souvenir n'en est pas oublié et il sera difficile d'obtenir que les gens s'y établissent. Il en résulte que les fermes sont installées sur les terres les moins favorables. Déjà pauvre à l'origine, la terre s'est appauvrie continuellement à force de produire sans apport d'engrais. Les méthodes agricoles sont primitives. Les cultures ne suffisent pas à fournir la nourriture de la population. Il n'en est pas de même dans quelques régions telles que Lawra à l'extrémité nord-ouest. Cette région est en effet au delà de la zone tsé-tsé et il est possible d'y élever du bétail et autres animaux et d'avoir ainsi du fumier pour renouveler la terre. Mais d'une façon générale, la population des T.N. est très pauvre. Comme dans notre propre pays, la pauvreté de la terre entraîne celle des gens.

Il est plus difficile de les aider à améliorer leur situation étant donné leur manque total d'éducation. Seulement 0,09 pour cent d'entre eux ont reçu une éducation équivalant aux études primaires. Ceux-ci sont presque entièrement absorbés par les services essentiels et l'administration indigène. L'ordinaire se compose d'ignames (légumes blancs très ordinaires), de millet, doura, riz, dolé et quelques cacahuètes.

Les fruits, si abondants dans la colonie, sont pratiquement inexistantes ici. Les conseillers agricoles ont fait maints efforts pour inciter les gens à planter des arbres fruitiers autour de leurs bâtiments. Ces arbres serviraient à deux fins : l'alimentation, en permettant un régime plus équilibré, et l'ombre pour abriter les maisons du chaud soleil tropical. Mais la tradition veut que planter un arbre porte malheur : « Celui qui plante un arbre n'en verra pas les fruits ». Le bois, unique combustible, étant rare, les arbres existants disparaissent rapidement.

LA CULTURE DU RIZ, PROJET DEMOCRATIQUE

Telle était la situation lorsque fut lancée l'idée de la culture du riz. Avec le délégué au Développement communautaire travaillent un certain nombre de jeunes Africains. Ces derniers sont envoyés par équipes de deux ou trois vivre dans un village pour aider aux projets d'amélioration. Ils travaillent généralement avec un Conseil d'amélioration locale. Les Conseils ont été encouragés par le Regional Depar-

ment of Social Selfare and Community Development (Service Régional des Affaires sociales et du Développement communautaire). L'action du personnel est entièrement axée sur l'idée que l'on doit faire les plans d'amélioration **avec** les intéressés et non **pour** eux — et **qu'il s'agit de les aider à s'aider eux-mêmes**. Ils doivent être prêts à effectuer les travaux d'amélioration de leurs villages bénévolement mais en bénéficiant d'une assistance technique et de certains matériaux comme le ciment qu'il est difficile de se procurer. Si pauvres que soient les habitants des T.N. à beaucoup d'égards, ils sont riches de leur capacité à travailler durement. C'est là un excellent point d'appui. (En fait, ils fournissent une main-d'œuvre migrante à d'autres régions comme celle d'Ashante).

Il appartient au Délégué du Développement communautaire et à ses jeunes assistants pour l'instruction des masses d'exposer l'idée au Conseil d'amélioration local et au Chef du Village. Ils explorèrent trois villages, près de Tamale (capitale des T.N.) afin de pouvoir suivre les travaux de près pendant la première année qui est cruciale. Chacun de ces villages avait une superficie considérable de terrains marécageux qui pouvaient être utilisables. Les conseils et les chefs locaux se montraient intéressés. Les chefs acceptèrent l'ultimatum du Délégué du Développement communautaire ; tous ceux qui travailleraient au projet devaient avoir leur juste part de la récolte. On savait en effet qu'à l'occasion d'autres projets, certains chefs avaient accaparé intégralement le produit du travail du village. Le Directeur du développement communautaire leur expliqua la différence entre « travail forcé » au profit de quelqu'un d'autre, et « travail bénévole » au profit de tous. C'est ce dernier seul, expliqua-t-il, qui est démocratique. Il importait qu'ils comprennent cela et le mettent en pratique car ils font partie de cette Côte-de-l'Or qui progresse si vite dans la voie d'un gouvernement autonome et démocratique. Même un plan de culture du riz peut servir à l'éducation démocratique. Il n'y eût pas d'accords écrits mais chez ces gens l'acceptation verbale engage à l'égal d'un contrat, peut-être même plus du fait qu'ils ne savent pas lire.

IL FAUT CONSTRUIRE DES DIGUES POUR RETENIR L'EAU

Le travail à effectuer était considérable. Il fallait défricher les marécages à la main. Pour la première année, le Gouvernement assumerait les frais du labourage et du hersage. En cas de réussite, c'est le village qui paierait l'année suivante. Pendant que l'on préparait la terre, les villageois durent s'attaquer à un travail plus considérable encore. Il leur fallait construire une digue et une installation de captage d'eau au-dessus des champs de riz. On pourrait ainsi conserver l'eau de la saison des pluies et la distribuer tout au long de l'année. A la saison sèche, on ouvrirait les robinets pour irriguer les champs de riz. En même temps, le lac ainsi formé assurerait l'approvisionnement en eau du

village. Pour cela seul, le travail en valait la peine car partout l'eau manque terriblement. Approvisionnement en eau plus récolte assurée, c'est là une idée exaltante. L'idée de mettre en réserve l'eau de la saison des pluies pour l'utiliser à la saison sèche n'est pas nouvelle. Elle l'était cependant dans les territoires du Nord et nouveau aussi pour un village le fait d'entreprendre pour lui-même un travail aussi difficile.

A Nanton, l'un des villages choisis, 50 tonnes de pierres furent amassées pour la digue et les déversoirs. On défricha 4,5 hectares de marécage (cela ne paraît pas grand chose dans notre pays mécanisé mais n'oubliez pas que l'on travaille avec de simples plats et un équipement primitif dans les T.N. La superficie défrichée fut portée ensuite à un total de 5 hectares. On acheta de la graine sélectionnée au Ministère de l'agriculture, qui fournit l'assistance technique nécessaire pour procéder à la culture du riz. Quand vint le temps de la moisson, le champ fut divisé en 13 parties égales, chacune de ces parcelles étant moissonnée par ceux auxquels elle était assignée. Le rendement moyen par hectare s'éleva à 1081 kilos de riz paddy (non décortiqué), dont le prix de vente sur place était de 20 livres sterling la tonne. Cette production avait été obtenue sur des terres non cultivées jusqu'alors.

L'histoire de Tampiong est à peu près la même. La superficie défrichée n'était que de 3 hectares, mais le rendement à l'hectare fut supérieur, du fait notamment que le champ avait été soigneusement désherbé. Nanton reconnut l'intérêt du désherbage et décida d'en faire autant l'année suivante.

CERTAINS VENDENT LE RIZ.

D'AUTRES LE GARDENT POUR LE CONSOMMER

Les gens de Nanton décidèrent de garder leur riz pour la consommation car leur récolte de millet était cette année inférieure à la normale. Par contre, Tampiong décida de vendre toute la récolte à l'exception du riz de semence. Ils demandèrent au Délégué au Développement communautaire de les y aider. Ils lui montrèrent la mesure que les petits marchands utiliseraient pour acheter le riz à Tampiong. Elle était de 25 % plus grande que la mesure utilisée à Tamale... et les fermiers étaient assez perspicaces pour comprendre que le produit de leur vente aux marchands serait beaucoup moins élevé. Pour leur assurer la meilleure vente, le Délégué obtint du Bureau Central des Affaires sociales et du Développement communautaire que le riz soit vendu par le canal du « Bulk Purchasing Board » (Office des Achats en gros). Ainsi les paysans furent-ils assurés d'obtenir les meilleurs prix et des conditions honnêtes. Chaque fermier reçoit l'argent correspondant à sa part de riz.

LES DIGUES SONT ÉGALEMENT CENTRES D'ATTRACTION

Mais comme nous l'avons dit, la récolte de riz n'était qu'une partie du projet. Nous étions à Nanton et Tampiong vers la fin de la saison sèche. Le haut de la digue grouillait de femmes et d'enfants. Ils étaient venus avec leursalebasses et repartaient avec les récipients posés en équilibre sur leurs têtes et remplis de bonne eau. Lesalebasses étaient parfois si grandes et si lourdes que les femmes devaient s'aider mutuellement à se les mettre sur la tête. Une fois installées, leur transport s'effectuait aisément et en toute sécurité. D'autres femmes lavaient leur linge sur la rive du bassin, le pilonnant avec des bâtons, puis l'étendaient pour le faire sécher. La digue n'était pas seulement un ouvrage qui leur permettait de conserver l'eau, elle était un centre de réunion — et nous l'imaginions — de bavardage. Ces gens se montraient aussi sociables avec les étrangers qui étaient parmi eux, et, par leurs signes et leurs mimiques, nous disaient leur joie des résultats obtenus.

Le troisième village, Ziong, qui avait accepté de se joindre à l'expérience n'alla pas jusqu'au bout. Les gens du village commencèrent à se quereller entre eux et, peut-être faute d'une direction convaincue, ne furent jamais capables de se mettre d'accord sur la marche à suivre.

Néanmoins, le succès des deux expériences sur trois en 1952 a converti bien d'autres villages. Il y a eu pour 1953 plus de demandes que l'on n'en pouvait satisfaire avec le personnel d'assistance technique et de surveillance disponibles. Quatre nouvelles expériences furent tentées en 1953, tandis que Nanton et Tampiong prévoyaient l'extension de leurs cultures, dont ils devaient cette année-là payer le hersage et le labourage. Dans l'intervalle, le Ministère de l'Agriculture poursuit ses essais de graines afin de déterminer quelle est celle qui donne les meilleurs résultats dans les territoires du Nord.

UN VOYAGE A IGAN ALADE

COMMENT UNE VILLE DE LA NIGERIA DEVIENT UNE COMMUNAUTÉ

Par un chaud lundi de février, nous nous rendîmes à Igan Alade. Ce nom musical nous ravissait. Mais ce n'était pas tant le nom qui nous attirait que ce que nous avions entendu dire des réalisations de ses habitants.

Depuis Lagos — port de mer et capitale de la Nigeria — nous parcourûmes 80 kilomètres de route sèche et poussiéreuse jusqu'à Ilaro. L'Assistant District Officer (chef adjoint du District) nous attendait. C'était un beau jeune Nigérien doté d'un enthousiasme contagieux pour le développement communautaire. Se joignirent à nous le Minister of Local Development (Ministre du Développement local) pour la Région Occidentale de la Nigeria (également Africain), sa charmante fille, sa secrétaire et un membre anglais du Regional Public Relations (Bureau régional des relations extérieures) d'Ibadan. Ils avaient voyagé environ 120 kilomètres en voiture depuis Ibadan pour nous retrouver à Ilaro, car eux aussi étaient intéressés par ce qui s'était passé à Igan Alade et voulaient prendre quelques photographies.

Nous laissâmes la modeste petite voiture anglaise dans laquelle nous avons roulé depuis Lagos et roulâmes tout le reste de la journée dans une étincelante Buick Roadmaster appartenant au Ministre. Il était fort intéressant d'avoir le temps de discuter avec lui des progrès réalisés par le Nigeria en matière d'autonomie administrative locale et de programmes sociaux. Il voyait dans Igan Alade un bel exemple de la façon dont les gens acceptent leurs responsabilités et apprennent à mener leur propre destinée.

« Ici, disait-il, en cultivant le sens des responsabilités sociales, on fait fructifier la semence de l'autonomie. »

Dans les villages que nous traversions, les gens nous saluaient amicalement. Le salut habituel consiste à agiter la main ouverte, paume tournée vers l'extérieur. Autre signe d'amitié que l'on rencontre ici et plus au nord, le poing levé, peu serré, pouce tourné vers le bas. Il s'agit, nous a-t-on dit, d'une survivance de l'assurance donnée par un guerrier à l'étranger qui vient en ami : « Ma lance est baissée ». De temps à autre, nous avions droit à un salut militaire guilleret introduit au village par les vétérans de la deuxième guerre mondiale. En certains

endroits, le signe de main des enfants s'accompagnait d'un chœur de « Allo » immédiatement suivi du même chœur de « Bye ». Ce peu d'anglais avait réussi à pénétrer même dans cette brousse lointaine.

ARRIVÉE A IGAN ALADE

Arrivant à Igan Alade, nous trouvâmes une activité de ruche. Quelque 400 femmes marchaient en file indienne portant chacune sur la tête un plat de sable et de gravier. Les plats étaient déversés près d'un endroit où autant d'hommes dégageaient le terrain pour y aménager un marché avec un sol dur afin d'éviter la poussière que l'on trouve sur la plupart des marchés. Celui-ci aurait également un toit pour empêcher le soleil brûlant d'abimer la nourriture. Rares sont les marchés de ce genre dans cette partie du monde.

Mais ce n'était qu'une faible part de leur activité. Une unité médicale mobile avec médecin, infirmières et techniciens de laboratoire (tous Africains) s'était installée dans le vaste hall de réunion du conseil de district aménagé en dispensaire provisoire. On y procédait à des examens généraux, traitements, vaccinations. Les gens de la ville et des alentours avaient appris à y venir sans crainte. Les choses, nous dit-on, avaient bien changé puisque voilà quelques années, on voyait un groupe médical faire une descente dans un village qui ne s'y attendait pas, vacciner tous ceux qui se trouvaient là, et partir sans explications. La douleur au bras et la réaction de la vaccination donnaient à penser aux autochtones que le médecin les avait rendus malades. Au prochain passage du médecin et de l'infirmière, ils trouvèrent un village vide. Cette situation avait pour cause, d'une part l'insuffisance du personnel qui était en nombre très limité, d'autres part les barrières linguistiques. Les jeunes Nigériens d'aujourd'hui, qui ont reçu une éducation (parfois en Amérique) peuvent parler avec les gens et le travail clinique comporte un programme d'hygiène très poussé. Après une semaine ou deux, l'unité mobile partira avec personnel et matériel vers un autre centre.

DÉMARRAGE DU PROGRAMME COMMUNAUTAIRE

La Maison du district située à Igan Alade, où était installé le dispensaire, est en fait ce qui inspira aux 4 000 habitants de cette petite ville l'idée de commencer son programme de développement. Le bâtiment avait été construit par le gouvernement et il était utilisé pour les activités gouvernementales concernant la région tout entière. Mais les gens de la ville commencèrent à se demander pourquoi ils n'auraient pas un bâtiment à eux pour les affaires de la communauté. Ils avaient entendu dire que le District Officier (Chef de district) disposait d'un Fond de Développement communautaire colonial. Ils iraient lui demander de construire un Centre communautaire pour Igan Alade.

A la Nigeria, les projets communautaires dépendent en premier lieu,

pour l'aide et l'encouragement, du chef de District britannique. Ils ne sont pas étroitement liés au programme d'éducation des masses comme en Côte-de-l'Or. Les fonds ont été fournis conjointement par le Gouvernement britannique et les administrations centrale et régionale du Niger.

Mais l'éducation marche de pair avec le projet communautaire comme avec le dispensaire. C'est pourquoi, quand les citoyens d'Igan Alade demandèrent au Chef de District (D.O.) de leur donner un bâtiment, celui-ci répondit qu'il ne le pouvait pas. Par contre, il leur donnerait une assistance technique et des matériaux difficiles à trouver tels que du ciment et de quoi faire une toiture métallique. Cela serait fait à condition que leurs propres efforts le justifient. Ils devaient prouver qu'ils désiraient ce bâtiment suffisamment pour y travailler.

ILS PROUVENT LEUR INTERET

Ils se mirent au travail en novembre 1950 et leur bâtiment fut terminé en avril 1952. Pendant cette période quelque 200 journées de dur travail avaient été données par plusieurs centaines d'hommes, de femmes et d'enfants qui profiteraient du fruit de leur propre labeur. Les chiffres et la répartition du travail sont intéressants. Ils sont plus éloquents que ce n'est souvent le cas.

- 1) Défrichage du terrain : 15 jours de travail pour 300 hommes.
- 2) Dessouchage : 18 jours de travail pour 300 hommes.
- 3) Nivelage : 10 jours de travail pour 300 hommes et 200 enfants.
- 4) Ramassage du sable, des pierres et de l'eau : 20 jours de travail pour 400 femmes.
- 5) Fabrication des blocs et travail de manœuvre : 120 jours de travail pour 15 hommes.

Outre ce travail communal de volontaires, les hommes et les femmes plus âgés apportèrent leur contribution. Ne pouvant aider aux gros travaux, ils préparaient les repas et apportaient à manger et à boire aux travailleurs. Eux aussi avaient leur part du résultat. Le jour où nous avons visité le Centre, les hommes âgés, par groupes, étaient assis sur le sol jouant à un jeu très populaire à la Nigeria où l'on compte de façon très compliquée avec des haricots et une planche.

ÉVALUATION DU COUT

L'aide matérielle du Fonds de Développement colonial comportait notamment la fourniture de ciment, récipients pour le transport des matériaux, bois de construction, cuves de lavage, peinture et mobilier. Des ouvriers qualifiés étaient envoyés également tant pour travailler que pour enseigner aux gens de la ville de meilleures techniques de construction.

Estimant ce que la main-d'œuvre bénévole aurait coûté, au taux

officiel, de un à deux shillings par jour, le Chef de District évalue à 2 137,10 livres (soit environ 5 000 dollars) la main-d'œuvre économisée. « C'est là, soutient-il, une estimation très basse compte tenu des tarifs plus élevés payés par les planteurs locaux de cacao et de la rapidité et de l'enthousiasme avec lesquels ces gens travaillaient. »

En tout état de cause, pour une dépense de 728 livres seulement de fonds publics, Igan Alade dispose d'un beau Centre communautaire. Ce Centre comporte une vaste salle qui peut servir aux réunions officielles et dans laquelle les citoyens viennent se récréer ou simplement se retrouver. Cette salle possède une scène : les portes de l'auditorium et de la scène ouvrent sur une seconde pièce qui a été conçue pour servir de réserve de décors et costumes et de salle d'habillage pour les pièces de théâtre, ainsi que de salle de lecture lorsqu'ils seront plus nombreux à savoir lire. Actuellement, cette pièce sert de bureau de poste. Dès que la ville prouvera qu'il y a suffisamment de courrier pour le justifier, le gouvernement construira son propre bureau de poste dans la ville. Le prestige d'Igan Alade en sera considérablement rehaussé.

UNE CHOSE MENE A L'AUTRE

A peine le Centre était-il terminé que la ville entreprit un nouveau projet. On nettoya un terrain pour en faire un terrain de football. Celui-ci est déjà en service bien que le gazonnage n'en soit pas terminé. Le marché, dont les travaux commençaient en ce lundi brûlant de février est le projet qui les occupe actuellement « et lorsqu'il sera terminé nous ferons autre chose » ont-ils assuré à l'A.D.O. qui nous traduisit leur observation.

Leurs réalisations et la démonstration qu'ils donnent des possibilités d'une communauté à s'aider elle-même ont favorisé la naissance d'autres projets. Une ville voisine a construit un excellent pont que nous avons emprunté en voiture en revenant à Ilaro ; nous nous sommes arrêtés pour en prendre des photos. Le contraste entre l'ancien pont légèrement en aval et le nouveau est une preuve bien visible des progrès que peuvent faire les villages moyennant un peu d'aide financière et technique.

Notre journée à Igan Alade se termina par un bon dîner chez l'ADO. La discussion de ce que nous avons vu et du développement communautaire en général nous persuada que les principes de base sont applicables à toute communauté, qu'elle soit d'Afrique ou d'Amérique.

Après le dîner, l'ADO et sa femme repartirent pour Igan Alade pour assister à un match de football sur le nouveau terrain. Nous reprîmes la route pour Lagos la tête pleine de pensées.

PROTECTION DE LA JEUNESSE A LAGOS

“ LES ENFANTS PERDUS ” DEVIENNENT DE BONS CITOYENS

Les enfants perdus » deviennent de bons citoyens. Voici plusieurs années, nous reçûmes de Lagos (Nigeria) une lettre adressée aux Services communautaires de l'Université de Virginie. L'auteur nous disait être un jeune garçon qui assumait le secrétariat du Club de garçons dont il était membre. Son anglais était laborieux, mais compréhensible. Il demandait si nous pouvions lui donner des renseignements sur les clubs de garçons « Aux Etats-Unis ». Une brève correspondance s'en suivit. Brochures et coupures de journaux partirent de Virginie vers la Nigeria. Puis, sur une lettre de remerciements du garçon, la correspondance prit fin. Nous n'y pensions plus lorsque nous partîmes l'automne dernier pour l'Afrique Occidentale. Nous devons nous en souvenir plus tard.

Le dimanche 22 février 1953 nous prîmes la route de Lagos pour y visiter le Camp de vacances pour garçons sur le lac Karuma. Ce camp est fréquenté par les enfants de Lagos et de la Colonie. Il est situé sur une belle lagune d'eau salée bordée de palétuviers et de cocotiers. Les garçons font 5 kilomètres à pied — dont une partie dans l'eau — pour arriver au camp. Mais notre hôte nous conseilla de ne pas essayer de marcher. Il était possible d'y aller entièrement par l'eau. Le voyage dura une heure dans un grand canoë poussé à la perche par un garçon habile. La plus grande partie du parcours empruntait d'étroits chenaux bordés de manguiers dont les branches qui pendaient au-dessus de nos têtes nous protégeaient agréablement du soleil tropical.

UN VIEIL AMI

Lorsqu'à notre arrivée, nous rencontrâmes des campeurs, l'un des jeunes gens resta bouche bée d'excitation. « Le nom, le nom » parvint-il à dire. Pensant qu'il ne l'avait pas compris, nous le lui répétâmes. « Les lettres, dit-il, les lettres au sujet des clubs de garçons ». La lumière se fit dans notre esprit. Nous avons retrouvé notre jeune correspondant, Ronald Oladoyinbo. Nous étions aussi excités que lui d'avoir sur les 230 000 habitants de Lagos rencontré par hasard la seule personne avec laquelle nous ayons jamais correspondu.

Il est maintenant l'un des dirigeants d'un club de garçons de Lagos. Nous convînmes tous qu'après tout notre rencontre providentielle n'était peut-être pas si surprenante. Les personnes qui ont des intérêts communs dans ce genre d'activités ont des chances de se rencontrer. Il n'était pas n'importe lequel des 230 000 habitants de Lagos mais l'une des quelques centaines de personnes qui s'intéressent au programme de protection de la jeunesse de l'endroit.

QUELQUES EXPLICATIONS

Le camp de vacances pour garçons et les clubs de garçons ne sont qu'un aspect du programme social en faveur de la jeunesse de la ville de Lagos et de sa région, que l'on appelle Colonie de Lagos. Pour comprendre l'importance du programme et le génie de son directeur, il est nécessaire d'en connaître l'origine.

La Nigeria est la plus grande des colonies britanniques ; ce pays, plus grand que la France et l'Italie réunies, est d'une superficie égale à quatre fois celle des Iles Britanniques. Elle est située sur la côte occidentale de l'Afrique, sur les bords du Golfe de Guinée, entièrement dans la zone tropicale. Sa production, son commerce et son industrie lui confèrent une prospérité plus grande que celle des autres colonies de l'Afrique occidentale anglaise. Il n'y a que 11 pays dans le monde qui exportaient plus vers le Royaume Uni que la Nigeria en 1951. Sa population, 30 millions d'âmes est le septième de la population totale du continent africain ; elle est sensiblement supérieure aux populations du Canada, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande réunies.

Une grande partie de sa population vit dans de grandes villes surpeuplées. Lagos est en importance la deuxième de ces villes avec 230 000 habitants. (Ibadan tient la première place avec au moins 500 000 habitants.)

Le fait que Lagos soit un grand port et que sa population soit composée d'hommes de nombreuses nationalités (venus de la Nigeria et d'ailleurs) en font un endroit pittoresque, mais parfois un peu sinistre. Dans le magazine « Nigeria », un auteur décrit Lagos comme « une métropole colorée, polyglotte, bourdonnante ». Nous ne pouvons imaginer meilleure description. Toutefois, elle n'évoque pas le surpeuplement incroyable, les conditions de logement déplorables, la faillite de la vie de famille, le délaissement des enfants par les parents, l'exploitation de très jeunes enfants par des adultes sans scrupules vivant de moyens peu recommandables. C'est de ces questions et d'autres du même ordre que le Service des Affaires sociales doit se préoccuper.

La délinquance juvénile à Lagos a constitué dans le passé un problème d'une telle importance qu'il est difficile à comprendre sans en connaître les données. Ses causes étaient évidentes, les remèdes le sont moins.

DISCERNEMENT DES FORCES DU MAL

En 1941, l'actuel Chef du Service des Affaires sociales qui faisait partie également du Service de l'Education fit une brève enquête. On savait en effet qu'il y avait « des centaines de garçons sans foyer qui vivaient dans la rue, dormaient dans les caniveaux, les parcs, les centres de triage et sur les marches des mosquées ». L'enquête révéla que ceux qui dormaient dehors étaient en général nouveaux venus à cette vie errante. Le climat tropical incite à dormir dehors et un garçon peut toujours voler quelque nourriture sur le marché. Beaucoup de ces garçons de la rue étaient de nouveaux arrivés dans la ville. Ceux qui avaient plus d'expérience de la ville s'organisaient autrement. Un garçon pouvait par exemple entrer au service d'une prostituée, travailler pour elle, et vider les poches de son client si celui-ci était suffisamment ivre. Un autre pouvait se joindre à une bande de voleurs, à titre pourrait-on dire d'apprenti. Dans la plupart des cas, ils étaient dans ces occupations traités avec plus de bonté qu'ils n'en avaient jamais connue.

Les garçons errants, pour la plupart, étaient venus à la ville des villages environnants. Certains y avaient été amenés par leur famille. Mais les adultes étaient désorientés par le choc de la vie urbaine et la perte des autorités du village et de la tribu. Les problèmes de leur propre adaptation leur laissait peu de temps pour s'occuper des enfants. Leurs conditions de logement étaient parfois telles qu'il était plus commode de laisser les enfants partir à l'aventure. Comme il leur fallait payer en bon argent toute la nourriture au lieu de partager les produits du village, ils préféraient avoir moins de bouches à nourrir.

D'autres garçons n'avaient pas de famille à Lagos. Certains avaient quitté leur village volontairement pour chercher à la ville du travail, une éducation, ou l'aventure. Ils avaient bien souvent marché plus de 150 kilomètres pour y arriver. D'autres avaient été amenés ou envoyés contre leur gré par leurs parents. A la Nigeria chacun, si pauvre soit-il, doit avoir un serviteur. Le « petit garçon » du village était souvent le seul serviteur dans une grande famille et travaillait de l'aube au coucher du soleil. Il était fréquemment battu, en général maltraité. Rien d'étonnant qu'un jour, lorsqu'il commençait à s'y reconnaître dans le dédale des rues de la ville, il ne revienne pas du marché où il avait été envoyé. L'argent du déjeuner qu'on lui avait donné pour aller au marché lui permettrait d'inaugurer une vie d'indépendance et de vagabondage. Il ne lui était pas difficile de trouver d'autres garçons qui lui montreraient comment s'y prendre.

ORGANISATION DES FORCES DU BIEN

En commentant cette situation le chef Akran, Ministre du Développement local pour la Région Ouest, nous dit : « il n'est pas nécessaire d'insister sur les effets profonds de la vie des villes sur les garçons

et les filles. L'extension des villes entraîne le changement des conditions de vie, le manque d'espaces libres pour jouer, un coût de vie élevé, le surpeuplement et parfois l'exploitation. Il y a conflit d'idées morales ; ils y trouvent beaucoup de choses mauvaises à copier, en revanche il y a de nombreux et grands avantages à acquérir, si les forces du bien sont organisées, dans ce but. »

C'est l'organisation de ces forces pour le bien que le Service des affaires sociales de Lagos prit en main. Selon le chef de ce service, les jeunes délinquants étaient traités avant 1943 selon une procédure archaïque. Il fallait une loi pour changer cela. « L'ordonnance sur les jeunes délinquants » établit un plan de réforme complet. Un tribunal pour enfants fut créé. En outre, on prévoyait un système de mise en liberté sous surveillance, la création d'une maison de détention provisoire (où les enfants pouvaient séjourner en attendant la décision de la Cour), la création d'internats et d'une « maison d'éducation surveillée » pour les délinquants que d'autres traitements n'ont pas amendés.

FAIRE FONCTIONNER L'ORGANISATION PRÉVUE

Il ne suffit pourtant pas de mettre en place les rouages voulus. Il faut encore que les gens apprennent à s'en servir. « La délinquance n'est pas toujours imputable aux parents » nous dit le Chef du Service social. Ils s'efforcent de changer le garçon par la seule méthode qu'ils connaissent — en le battant. Si cela ne suffit pas, ils décident que c'est ju-ju (sorcellerie) et ils ne peuvent rien y faire. Les assistants sociaux doivent les aider à comprendre et à changer d'attitude.

De nos discussions avec les assistants sociaux et avec les délégués à la liberté surveillée et de l'observation du fonctionnement du Tribunal pour enfants, nous avons déduit que de grands progrès avaient été réalisés en dix ans. Les gens utilisent l'organisation qui a été mise en place pour les aider. Tous les membres du Tribunal, y compris les délégués à la liberté surveillée, sont Africains. Le magistrat est assisté de deux citoyens — un homme et une femme qui le conseillent. Il existe une liste de conseillers choisis parmi les citoyens intelligents et d'une certaine notoriété. Ils s'acquittent de cette tâche à tour de rôle. Les conseillers sont très importants en raison des différences nombreuses qui séparent les tribus du point de vue des coutumes relatives au mariage, au divorce, ainsi que du point de vue garde et entretien des enfants. Il faut comprendre les mœurs de chaque groupe si l'on veut savoir lequel des parents doit avoir la garde des enfants et lequel sera responsable de son entretien. La Cour prend grand soin de ne pas faire d'erreurs en la matière par manque de discernement. Les causes jugées le jour où nous assistâmes aux séances du tribunal nous ouvrirent des aperçus sur les problèmes sociaux et familiaux nés de la vie urbaine et du contact avec la civilisation occidentale.

UN ENFANT FOLATRE

Saka Karimu, un garçon de onze ans, est amené par son surveillant pour « rupture d'engagement ». Un an plus tôt, il avait volé une robe de chambre. L'objet fut récupéré et Saka fut mis en liberté sous surveillance pour deux ans. Le délégué à la liberté surveillée déclara à la cour que Saka devait aux termes du jugement, vivre avec sa grand-mère, aller régulièrement à l'école et se présenter à son délégué sur demande. Saka s'était bien conduit pendant quelque temps puis commença à se montrer « folâtre » (être folâtre est jugé très sévèrement). La grand-mère pensa qu'elle ne pouvait en venir à bout et demanda au grand-père maternel de se charger de la discipline. Le fouet était la seule discipline qu'il connût. Saka ne s'amenda pas et son grand-père n'en voulait plus. Le rapport du délégué concluait en ces termes : « Saka est folâtre mais il ne vole pas. Si ses parents se montrent vigilants et adoptent des méthodes permettant de faire échec à son désir d'aller jouer, je pense que sa conduite s'améliorera. Sa mère accepte de le prendre et il sera surveillé de près. Je recommande respectueusement que le jugement de mise en liberté sous surveillance soit maintenu en vigueur ».

La recommandation fut acceptée par la Cour.

UNE FILLETTE MALHEUREUSE

Nous eûmes aussi le cas d'une fillette de onze ans. Elle avait été mariée et amenée à Lagos par son mari beaucoup plus âgé. Parce qu'il la maltraitait elle le quitta et on la trouva dormant dans les rues. Elle était alors enceinte. Pendant l'instruction de son procès, elle avait été envoyée à la Maison de Détention provisoire de jeunes filles. La Cour avait décidé de la rapatrier, c'est-à-dire de la renvoyer au village d'où elle venait. Ce qui fut fait. Mais quelques semaines plus tard, elle était retournée à la Maison de Détention en demandant d'y rester parce qu'elle y avait été si heureuse. Elle avait marché pendant 96 kilomètres d'Ifo jusqu'à Lagos. La décision de la Cour fut remise pour complément d'information. Cette après-midi là nous vîmes l'enfant à la Maison de Détention jouant gaiement avec d'autres petites filles de son âge.

AFFAIRES DE POLICE

Il y avait un certain nombre d'affaires amenées par la police. Celles-ci étaient étudiées avec autant de compréhension que les autres. La plupart des filles étaient accusées de chercher fortune dans la rue bien que mineures ; les garçons étaient en général accusés de petits larcins, de colportage clandestin de chanvre indien, ou de s'être trouvés sur la

Marina (rue du bord de mer) à 2 heures du matin, avec des intentions manifestes de débauche et d'illégalité.

Cette façon de traiter le jeune inculpé était, nous dit-on, bien différente de l'ancienne procédure criminelle. Ce qu'il faut surtout dire, c'est que le Tribunal pour enfants et le système de mise en liberté sous surveillance ont permis de réussir dans plus de 80 pour cent des cas.

CONSULTATIONS MATRIMONIALES

En plus du Tribunal, on a créé un bureau chargé de s'occuper des querelles matrimoniales, afin d'éviter dans toute la mesure possible la rupture du foyer. Dans le cas où cette rupture ne pouvait être évitée, le bureau pouvait aider les parents à organiser avec sagesse l'avenir de leurs enfants. Les plaignants, qui sont en général des femmes illettrées et incapables de s'exprimer, trouvent plus facile de parler avec une assistante sociale compatissante que de déballer leurs griefs devant la Cour. Les hommes aussi réagissent mieux. Au tribunal, mari et femme sont dressés l'un contre l'autre. Dans l'intimité du bureau de l'assistante sociale, ils peuvent discuter de la question avec une tierce personne sans perdre la face. On estime que dans 75 % des cas, une réconciliation s'effectue. Cela représente un grand nombre de foyers sauvés puisque 1 500 cas sont étudiés chaque année.

UN PEU DE PRÉVENTION

Une part importante du travail de prévention se fait dans les clubs de garçons dont nous avons parlé plus haut. Il existe également des clubs de jeunes filles, mais les fillettes étant beaucoup plus occupées avec les tâches familiales, sont en général beaucoup moins exposées à faire des sottises. Lorsqu'il « organisait les forces du bien » à Lagos, le Directeur des affaires sociales ne méconnaissait pas l'existence de belles ressources humaines. Il y avait de nombreux adultes, tant Nigériens qu'Européens, qui souhaitaient aider. Nous avons déjà parlé des hommes et des femmes qui donnent de leur temps et de leurs ressources morales en tant que conseillers au Tribunal. Un autre groupe important de volontaires travaille pour les clubs de garçons et le camp de vacances.

Le programme du club de garçons est fondé essentiellement sur les sports. Il fournit un dérivatif à l'énergie refoulée du garçon des villes. Il lui donne également l'occasion de donner libre cours à son esprit de rivalité dans de saines compétitions sportives. Les clubs de jeunes filles s'intéressent également aux sports. Le 14 février, nous avons assisté à la « Deuxième rencontre annuelle inter-clubs » sur le champ de courses de Lagos.

Garçons et filles champions de leurs clubs, s'y rencontraient dans le championnat d'athlétisme de la ville. Quelque 25 volontaires Nigé-

riens et Européens s'affairaient comme starters, chronométrateurs, arbitres, etc. Il nous a fort intéressé d'apprendre que parmi ces volontaires qui travaillaient tant se trouvait le magistrat du Tribunal pour enfants à qui nous avons rendu visite : un Nigérien.

Certains des sports pratiqués sont des passe-temps traditionnels à la Nigeria. D'autres ont été introduits par les animateurs Européens qui sont arrivés avec leurs propres connaissances et intérêts en matière de sport. C'est ainsi qu'un jeune homme d'affaires enseigne la boxe et dirige les matchs. D'autres aident à organiser l'athlétisme, le softball, le football, la natation, les jeux d'intérieur, etc.

UN PASSE-TEMPS TRADITIONNEL

L'un des sports traditionnels, l'acrobatie, est celui qui remporte le plus vif succès auprès des garçons. Nombre de ces équipes d'acrobates sont d'un niveau quasi-professionnel valant celui de bons clowns de cirque. Ce don pour l'acrobatie est mentionné dans les notes de voyageurs européens dès 1830 :

« Parmi les distractions des habitants de Katung (vieil Oyo) la danse et l'acrobatie tiennent un rang de choix. Pour ce qui est de ce dernier divertissement, ils ne peuvent être surpassés par aucun peuple au monde : leurs évolutions dans l'air sont proprement stupéfiantes et, en voyant la souplesse et la flexibilité de leurs membres, la façon dont ils se plient, se tournent et se tordent en prenant toutes sortes de formes, on pourrait presque penser qu'ils n'ont pas un seul os dans le corps. »

Nous avons appris qu'aujourd'hui les danses Ibo des provinces de l'est exigent des mouvements acrobatiques très complexes et d'une grande beauté. Dans beaucoup de villages des provinces occidentales, il y a des bandes d'acrobates qui se sont entraînés « pour s'amuser ». Il n'est donc pas étonnant que ce sport traditionnel soit si populaire dans les clubs. Le bienfait physique qu'en retirent les enfants est évident. Les bienfaits sociaux sont plus importants encore : le travail d'équipe est en effet indispensable en acrobatie. Ce sens du travail en groupe réalisé en parfaite harmonie se reflète dans d'autres activités.

On ne saurait trop insister sur l'importance d'un harmonieux travail de groupe. Les clubs sont polyglottes comme le reste de la ville. Parmi leurs membres il subsiste d'anciennes inimitiés et rivalités tribales. Yrubas, Haoussas, Sobos et Ibos se retrouvent dans le même club. Aucune tentative n'a été faite pour les répartir par tribus. Au contraire on s'est efforcé d'avoir un mélange dans chaque club afin qu'ils apprennent le respect mutuel.

CONSTITUTION ET LIEUX DE RÉUNION DES CLUBS

Les garçons sont âgés de 12 à 18 ans. Peu d'entre eux vivent avec leurs parents. Ils ont été amenés de toutes les régions du pays pour

vivre avec des parents éloignés ou des maîtres. Quelquefois ils travaillent chez leur maître pour gagner les frais de scolarité. Or il n'est pas rare que ceux-ci ne leur soient pas payés. Le garçon essaie alors de trouver un autre travail. Nombre d'entre eux se placent comme apprentis. Dans tous les cas personne ne leur porte un intérêt profond et personnel, ce qui explique probablement l'amour et la fidélité qu'ils portent au Club.

Il n'a pas été facile de trouver des lieux de réunion pour quelque 30 clubs. Nombre de manifestations sportives ont lieu en plein air sur les terrains publics de sport ou sur des terrains vagues. Toutefois il faut également de la place pour des activités d'intérieur telles que le ping-pong, le ludo et l'« ayo », jeu indigène très prisé des jeunes et des vieux. Le salon du club — si modeste soit-il — dispose généralement d'un poste de radio, de journaux et parfois d'une petite bibliothèque. Les garçons apprennent à parler et lire l'anglais qui est considéré comme langue courante de cette partie de la Nigeria. Le club-house est un vieux bâtiment ou partie de bâtiment à usage d'habitation ou de bureau, dont le club dispose à titre gratuit ou quasi gratuit. La question financière est évidemment toujours épineuse. Toutefois, certaines personnes qui ne peuvent donner de leur temps au club donnent de l'argent. Maintenant, les entrées des réunions d'athlétisme rapportent des sommes importantes, que l'achat des trophées n'absorbe pas entièrement.

« L'HONNEUR DE LA VICTOIRE »

Il est intéressant de noter les déclarations de certains des garçons à propos de leurs Clubs :

« A mon club, j'ai acquis de l'humilité... de l'esprit sportif... un plus grand sens des responsabilités... J'ai appris beaucoup sur l'art de vivre. J'apprends les valeurs nouvelles et vraies et j'apprends le plaisir que l'on a à savoir s'adapter. J'ai appris à faire les choses comme il faut pour le seul plaisir de bien faire. J'ai commencé à faire de l'athlétisme. Je ne connais pas cette renommée, cette publicité, cette estime qui va au sportif. Mais j'ai appris à donner et recevoir les coups... comment vingt hommes luttent pour une récompense qu'un seul d'entre eux peut gagner... pourquoi tous doivent bien jouer sans pouvoir tous attendre l'honneur de la victoire. »

« L'honneur de la victoire » va pourtant certainement au mouvement des clubs de garçons dans la lutte contre la délinquance juvénile et pour la protection de la jeunesse dans la ville de Lagos. Il va aussi au Bureau du mariage et au Tribunal pour enfants parce qu'ils sauvent, pour en faire des citoyens utiles, tant d'êtres qui étaient déjà engagés sur le sentier du mal.

CONCLUSION

RÉSULTATS ACCESSOIRES ET PRINCIPES INÉLUCTABLES

Dans les cinq histoires qui précèdent, on peut voir qu'un projet déterminé entraîne de nombreuses conséquences en sus de son objectif immédiat. Nous n'insisterons que sur quelques-unes qui nous paraissent importantes. Il s'agit dans tous les cas de résultats accessoires que l'on peut espérer si l'on tient compte des principes de base du développement communautaire.

QUELQUES RÉSULTATS ACCESSOIRES

La façon dont un projet peut entraîner une suite d'événements en chaîne est illustrée dans la plupart des récits. Parfois ces événements se déroulent au sein même de la communauté, comme c'est le cas à Apam. Les gens d'Apam étaient fiers de leur Palais de Justice : il devenait important de faire respecter la loi ; le bel hôtel, que l'on fuyait auparavant, offrit toute sécurité aux voyageurs et visiteurs d'Apam. Mais les gens ne s'en tinrent pas là. Ils continuèrent leurs efforts en creusant des puits à grande profondeur et des fossés d'écoulement le long de la grand route. Puis voyant qu'il restait tant à faire, ils formèrent un Conseil de planification pour déterminer les priorités. Une telle communauté est en bonne posture pour arriver à s'administrer elle-même.

Parfois la chaîne s'étend à d'autres communautés. A Igan Alade une série de projets a été mise en route au village, mais son influence a gagné également un village voisin qui a conçu l'idée de construire un pont fort nécessaire qui desservait non seulement le village mais aussi les villes avoisinantes. Dans le projet de culture du riz, l'idée prit de l'extension dans les villages où elle avait pris naissance et l'on chercha à cultiver de nouveaux terrains et à les cultiver mieux. Mais ce ne fut pas tout. Les villages voisins, ayant entendu parler du succès obtenu, voulurent également participer au programme.

A moins qu'il ne se produise une série d'événements en chaîne, un programme de développement communautaire doit être évalué avec soin par les agents du développement communautaire pour déterminer la raison de cet arrêt. Si un projet entrepris et achevé ne va pas plus loin, c'est qu'il comportait des faiblesses quelque part.

La valeur et le pouvoir du travail d'équipe ressortent également de ces cinq histoires, ce qui montre que le résultat tangible et direct n'est pas toujours le plus important. Il suffit de constater l'amélioration des mœurs à Apam ; le succès d'une équipe qui s'est attaquée aux problèmes sociaux à Lagos. Dans ce récit, outre les bons résultats sur le plan social en général, les membres des clubs de garçons, dans leurs commentaires, indiquent un résultat important de leur travail d'équipe ; ils y ont trouvé un moyen de régler conflits et rivalités — c'est là une nécessité qui, hélas, dépasse largement le cadre des clubs de garçons de Lagos. De plus, les garçons y ont trouvé un moyen d'apprendre le « respect mutuel ».

Ce même travail d'équipe est le cœur du développement communautaire. Il possède des valeurs intangibles à longue portée, dont beaucoup ne sont peut-être pas immédiatement apparentes pour un observateur peu attentif. Mais quelqu'un qui est au courant des résultats accessoires que permet éventuellement d'obtenir un projet y prête attention car il y voit la preuve que le processus du développement communautaire est effectivement déclenché.

QUELQUES PRINCIPES INELUCTABLES

Les gens qui vivent au sein d'une communauté sont ceux que les changements intervenant dans les idées ou dans les affaires publiques risquent de toucher le moins ou de ne pas toucher du tout, à moins qu'ils ne soient conscients de leur appartenance. Or aucun programme national sain, vital et dynamique ne saurait être mis en œuvre sans eux.

Pour réussir, le développement communautaire doit être fondé sur une ferme confiance dans les mœurs démocratiques. Il se propose de trouver les moyens de renforcer les procédés démocratiques afin d'améliorer la vie des communautés grâce aux efforts de leurs citoyens qui de ce fait voient s'améliorer leurs moyens d'action et s'accroître leurs responsabilités.

Un tel programme doit leur laisser une part importante dans la planification. Il doit y avoir une distinction nette entre les plans que l'on fait pour les gens et les plans que l'on fait avec les gens dont la vie s'en trouvera modifiée. Le véritable progrès ne peut être évalué que par la mesure dans laquelle les individus participent à l'élaboration des plans qui les concernent et appliquent leurs énergies et leurs intelligences à l'exécution de ces plans.

Il va de soi que cette manière de voir implique une grande diversité des programmes ou modes d'action adoptés par les communautés intéressées.

Ni le point de départ exact, ni l'objectif précis ne peuvent être déterminés à l'avance pour toutes les communautés ou même pour l'une d'entre elles. Seule peut être décidée l'orientation nouvelle dans le cadre du développement général que l'on estime souhaitable.

Les individus (et les communautés) deviennent des adeptes de

l'auto-assistance et du développement communautaire s'ils ont une occasion de les pratiquer. Agir pour les autres n'a pas plus de place dans un tel programme que faire des plans pour eux. Les membres d'une communauté doivent agir pour eux-même comme ils doivent faire des plans pour eux-mêmes en utilisant les connaissances et l'assistance technique qui est mise à leur disposition.

En mesurant les résultats, tout comme en établissant des plans, on ne peut appliquer automatiquement de normes rigides. Telle réalisation qui indiquera dans une communauté un progrès très réel peut être loin derrière le point de départ d'une autre communauté. Et cependant l'une et l'autre peuvent avoir fait un progrès identique dans la voie du contrôle des processus fondamentaux.

UN DERNIER MOT

Un tel programme est à l'opposé de celui d'un « expert des questions sociales » avec un plan bien arrêté, puisqu'il permet d'élaborer un plan pour chaque communauté conformément aux décisions prises en commun avec les citoyens. Les animateurs du projet auraient peut-être pu au début présenter un plan plus séduisant que celui qui a été élaboré. Mais il leur aurait alors fallu s'appuyer sur autre chose que les processus démocratiques pour en faire une réalité.

Il ne s'ensuit pas que l'on puisse confier le soin de diriger la communauté en évolution à des personnes incapables de se faire une image de « la bonne communauté ». Elles doivent avoir leur propre image basée sur les notions les plus sérieuses que savants et spécialistes des affaires sociales peuvent offrir. Mais elles ne doivent pas être dominées par ces notions. Elles doivent au contraire les mettre à leur service et à celui des gens avec lesquels elles élaborent des plans et travaillent. Ce n'est qu'ainsi que pourra être sauvegardée la souplesse qui est le fondement même et la sauvegarde de la démocratie.